



# CIAN

Conseil français des investisseurs en Afrique



## Rapport 2016

Les entreprises  
françaises  
& l'Afrique

lemoci.com **LE MOCI**

Hors-série - Décembre 2015 - 25 euros

# Partout où sûreté et sécurité sont en jeu, nous sommes présents

## ESPACE

Optimiser les solutions pour les télécommunications, l'observation de la Terre, la navigation et la science

## DÉFENSE

Acquérir et conserver la supériorité décisionnelle et opérationnelle

## AÉRONAUTIQUE

Aider nos clients à rendre le transport aérien plus sûr, plus fluide, plus respectueux de l'environnement et plus confortable

## SÉCURITÉ

Protéger les citoyens, les données sensibles et les infrastructures critiques

## TRANSPORT TERRESTRE

Permettre le fonctionnement plus rapide, plus efficace et plus sûr des réseaux

Avec plus de 61 000 collaborateurs, Thales est un groupe mondial qui opère dans 56 pays. Ensemble, nous innovons avec nos clients pour créer des systèmes toujours plus efficaces afin de protéger les populations, les biens et les données. A chaque instant, partout dans le monde, quand sûreté et sécurité sont en jeu, nous sommes présents.

**THALES**  
Together • Safer • Everywhere

## LE MOCI

**Directeur de la publication  
et Directeur général**  
Vincent Lалу

### RÉDACTION

**Rédacteur en chef**

Christine Gilguy

**Conseiller de la rédaction**

Georges Rambaldi

**Réalisation**

Delphine Miot (maquette)

**Ont collaboré à ce numéro :**

Alix Camus (CIAN), Thierry Apoteker  
(TAC ECONOMICS), Bénédicte Châtel et  
Anne Guillaume-Gentil (Commodafrica)

**Conception graphique et maquette**

amarena / www.amarena.fr

**Illustrations**

Chantrieux

**Impression**

Imprimerie de Champagne

**Directrice du développement**

Delphine Chêne

**Directeur commercial**

Philippe Chebance

**Fabrication**

Robin Loison

Commission paritaire.

Publication n° 0916 T 81051

**ÉDITEUR Sedec SA**

11, rue de Milan, 75009 Paris

Téléphone : 01 53 80 74 00

www.lemoci.com

Encart broché Orange entre les pages 34 et 35.

**CONSEIL FRANÇAIS  
DES INVESTISSEURS EN AFRIQUE**



**CIAN**

Conseil français des investisseurs en Afrique

45, rue de la Chaussée d'Antin  
75009 Paris

Tél. : +33 (0)1 45 62 55 76

Email : [contact@cian.asso.fr](mailto:contact@cian.asso.fr)

Site : [www.cian-afrique.org](http://www.cian-afrique.org)

**Fondateur du rapport**

Jean-Pierre Prouteau †

**Comité de rédaction**

Alix Camus

Stephen Decam

Etienne Giros

## Vers une Afrique urbaine 5

Alexandre Vilgrain, Président du CIAN

## Les faits marquants de 2015 6

## Focus risque pays 2016 8

Croissance africaine : risques et opportunités pour 2016

## Commerce France-Afrique 12

Fort impact de la baisse des prix

## Introduction 14

Les formidables défis de l'Afrique des villes 14

Entretien avec Jean-Pierre Elong Mbassi 16

## Conceptualiser les villes du futur 18

Trouver le bon interlocuteur et réfléchir la ville 18

Entretien avec Armelle Choplin 20

## Les nouveaux marchés urbains 22

Entretien avec Michèle Pappalardo 22

Assainissement : un marché porteur à défaut d'être  
politiquement « sexy » 24

Habitat : la politique du logement peine 26

Transport et énergie : des projets d'envergure 28

Communication et mobilier urbain : la jungle du panneau 30

Éclairage public : comment les villes africaines  
peu à peu s'illuminent 32

## Analyse économique par zone et par pays 34

Les résultats 2015 de l'enquête CIAN 34

Afrique du Nord 46

Afrique de l'Ouest 60

Afrique Centrale 86

Afrique Australe, Orientale et océan Indien 104

## RAPPORT D'ACTIVITÉ 2016 DU CIAN

Les actions et les projets du CIAN

# UN UNIVERS DE MARQUES S'OFFRE À VOUS

CONSOMMER

SE SOIGNER

S'ÉQUIPER



**CFAO**

distributeur de marques

CFAO est le partenaire privilégié des plus grandes marques internationales en Afrique.

Répondre aux besoins de mobilité, aux envies de consommation courante, promouvoir l'accès aux médicaments de qualité, accompagner le développement des infrastructures et participer à l'essor des nouvelles technologies... À travers ses métiers, CFAO satisfait les besoins de ses clients.

CFAO, au service de la rencontre des plus grandes marques et d'un continent en mouvement.

Crédits photos : Getty Images / Shutterstock.

PLUS DE  
**160**  
ANS DE PRÉSENCE  
EN AFRIQUE

  
**34**  
PAYS D'AFRIQUE,  
7 COLLECTIVITÉS  
ET TERRITOIRES  
D'OUTRE-MER ET ASIE

  
**145**  
FILIALES  
OPÉRATIONNELLES

  
**12 000**  
COLLABORATEURS

  
**3,6 milliards**  
D'EUROS DE CHIFFRE  
D'AFFAIRES EN 2014

  
**79 %**  
DU CHIFFRE D'AFFAIRES  
RÉALISÉ EN AFRIQUE

[www.cfaogroup.com](http://www.cfaogroup.com)

L'abus d'alcool est dangereux pour la santé. À consommer avec modération.



# Vers une Afrique urbaine

L'explosion de la démographie africaine est bien connue, attendue avec espoir par certains et avec beaucoup de craintes par d'autres. De 1,1 milliard d'habitants en 2013, l'Afrique passera à 2,4 en 2050, soit 1,3 milliard de plus en 35 ans. Nourrir, loger, soigner et donner du travail à tant de personnes en si peu de temps semble une gageure. C'est à l'Afrique, mais aussi à la communauté internationale, de relever ce défi. Il exige que tous les acteurs du développement, entreprises, États, bailleurs, ONG, se concentrent sur les projets prioritaires et en accélèrent la réalisation : faire utile et vite.

Un deuxième phénomène, lié au premier et aux conséquences tout aussi lourdes voire davantage, consiste en l'urbanisation du continent. Aujourd'hui, il y a 400 millions d'Africains citadins. Ils devraient être 1,2 milliard en 2050, soit un triplement avec une progression de 800 millions. On assistera à la formation de gigantesques mégalo-poles. Actuellement, trois villes africaines dépassent 10 millions d'habitants, Lagos, Le Caire et Kinshasa, elles devraient être plus de trente en 2050.

Pour éviter le risque d'une « urbanisation de la pauvreté et de la misère », il faudra – il faut – réinventer la ville africaine en imaginant de nouveaux modèles à mi-chemin entre l'étalement urbain désorganisé d'aujourd'hui et les projets ultramodernes inspirés de Dubaï et Singapour.

C'est là que le secteur privé est attendu, et les entreprises françaises en particulier, les grands groupes comme les ETI et PME. Elles peuvent se prévaloir d'une véritable expertise en ce domaine, sans parler d'un grand savoir-faire dans la conception de villes propres et innovantes à faible production de CO<sub>2</sub>. Il s'agit évidemment d'un travail collectif qui doit réunir urbanistes, architectes, constructeurs, spécialistes des réseaux et des flux, bailleurs et financiers.

Nous pouvons le faire, c'est un besoin vital pour l'Afrique et une opportunité pour les entreprises françaises. Organisons-nous en conséquence.

*Alexandre Vilgrain, Président*

## Janvier

- **Nombreuses et mortelles inondations en Afrique** tout au long de l'année : au Malawi en janvier, au Mozambique en février, au Sierra Leone en septembre, dans la région habituellement aride de Tindouf en Algérie en novembre, en Somalie, au Kenya, en Égypte, etc.
- **Le secrétaire général des Nations Unies**, Ban Ki-moon appuie la décision de l'Union africaine (UA) de lancer une intervention contre le groupe terroriste Boko Haram qui opère au Nigeria, au Cameroun, au Niger et au Mali.
- **La France et le Maroc** rétablissent leur coopération judiciaire.
- **Le président du Zimbabwe**, Robert Mugabe, est désigné nouveau président de l'UA pour un mandat d'un an.
- **Le Sénégal** rouvre ses frontières avec la Guinée après une fermeture de 5 mois dans le cadre de la lutte contre le virus Ebola.

## Février

- **L'OMS** rapporte un total de 22 525 cas d'Ebola (suspects, probables et confirmés) et 9 004 décès dans les trois pays ouest-africains affectés (Guinée, Liberia et Sierra Leone) mais l'épidémie, déclenchée en décembre 2013, perd de la vitesse.
- **Les États-Unis** nomment un ambassadeur en Somalie pour la première fois depuis 1991.

## Mars

- **Au Nigeria**, élection à la présidence de Muhammadu Buhari (15,4 millions de voix), musulman du Nord, face au sortant Goodluck Jonathan (13,3 millions), chrétien du Sud.
- **Les chefs d'État de la Ligue arabe**, réunis en Égypte, annoncent créer une force militaire conjointe afin de combattre les groupes terroristes, tel que l'État islamique.

## Avril

- **Les deux anciens présidents centrafricains**, François Bozizé et Michel Djotodia, signent l'engagement de Nairobi en faveur de la réconciliation.
- **Six mois avant la conférence des Nations Unies** sur le changement climatique (COP21), les maires des grandes villes africaines lancent un appel, notamment en faveur de l'électrification durable de l'Afrique, depuis l'Hôtel de Ville de Paris, à l'invitation d'Anne Hidalgo et de Jean-Louis Borloo.
- **Election du ministre nigérian de l'Agriculture**, Akinwumi Adesina, à la tête de la Banque africaine de développement (BAD).

## Mai

- **5 645 étrangers quittent l'Afrique du Sud**, poussés par les violences xénophobes.
- **Cérémonie officielle** de signature de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali.

## Juin

- **Le banquier et intellectuel Lionel Zinsou** quitte son poste de président du fonds d'investissement français PAI Partners, pour devenir Premier ministre du Bénin. Il demeure à la tête de l'association AfricaFrance dont il partage la présidence, depuis décembre, avec Stéphane Richard, Pdg d'Orange.
- **Le Pdg de PSA signe un accord avec le Maroc** pour construire localement une usine d'assemblage de voitures Peugeot et Citroën et de moteurs.
- **Facebook** ouvre un bureau à Johannesburg, son premier en Afrique.

## Juillet

- **Le président français François Hollande** se rend en visite d'État au Bénin, en Angola et au Cameroun.
- **Le président américain Barack Obama** se rend au Kenya - terre natale de son père -, pour la première fois depuis son arrivée au pouvoir en 2009.
- **L'Afrique du Sud** accueille le sommet des Universités d'Afrique qui a dressé la liste des 30 meilleures universités du continent, une bonne partie étant sud-africaines.
- **Après des années de tensions**, le gouvernement zimbabwéen décide de rendre des lopins de terre confisqués à leurs propriétaires blancs.
- **En Afrique du Sud**, les demandes de hausses de salaires sectorielles continuent : les mineurs demandent jusqu'à +67 % et les fonctionnaires +10 %.

## Août

- **Le président Salva Kiir Mayardit** signe l'Accord de paix sur le règlement du conflit au Soudan du Sud, qui perdure depuis décembre 2013.
- **Démission du Premier ministre libyen** Abdallah al Thinni.
- **Pour la première fois en près de 14 ans**, le rand sud-africain chute à 13 rands pour un dollar.

## Septembre

- **L'Organisation internationale du cacao** annonce le transfert de son siège à Abidjan.

## Octobre

- **Grève des étudiants en Afrique du Sud** contre la hausse des frais de scolarité.
- **Le prix Nobel de la paix** est décerné au Dialogue national tunisien mené par l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) et composé de partis politiques, syndicat, patronat, société civile ; cette initiative a permis au pays de sortir de la crise politique après la chute de Ben Ali.
- **Le président ivoirien sortant Alassane Ouattara** est réélu avec 83,66 % des voix au premier tour de la présidentielle.

## Novembre

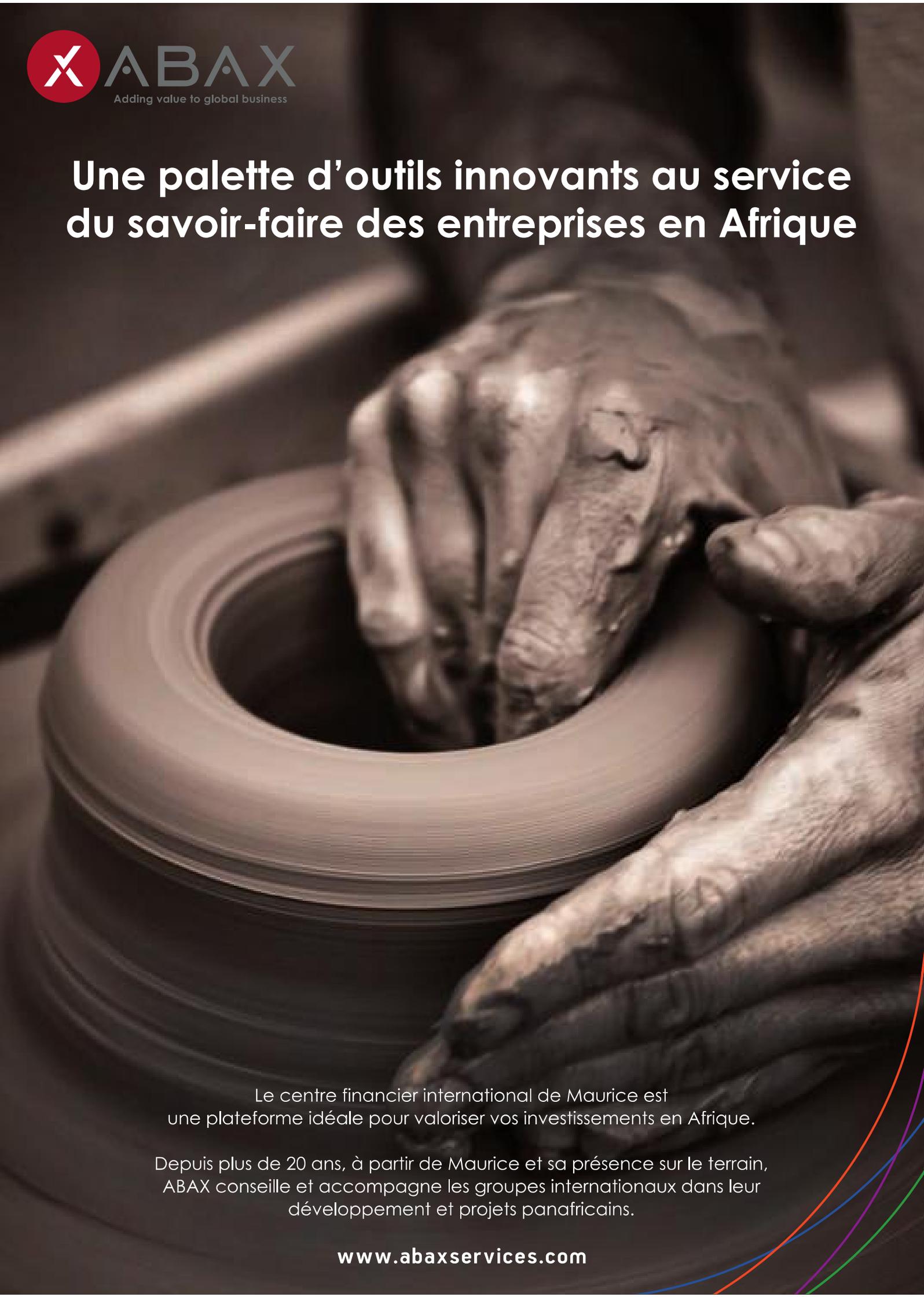
- **Tournée du Pape François au Kenya**, Ouganda et Centrafrique.
- **Le Premier ministre béninois Lionel Zinsou** est désigné candidat du parti au pouvoir à l'élection présidentielle de 2016.
- **Au Burkina Faso, deux mois et demi après une tentative déjouée de putsch**, Roch Marc Kaboré (MPP) est élu au premier tour de la présidentielle avec plus de 50 % des voix.

## COP 21

Lors de la COP21 à Paris (30 novembre-11 décembre), le Groupe Afrique, constitué en 2000, plaide pour davantage d'aide financière des pays riches pour la transition énergétique.



# Une palette d'outils innovants au service du savoir-faire des entreprises en Afrique



Le centre financier international de Maurice est une plateforme idéale pour valoriser vos investissements en Afrique.

Depuis plus de 20 ans, à partir de Maurice et sa présence sur le terrain, ABAX conseille et accompagne les groupes internationaux dans leur développement et projets panafricains.

## Croissance africaine : risques et opportunités pour 2016

**Le ralentissement de la croissance et du commerce mondiaux a marqué l'année économique 2015. Quel a été son impact sur les économies africaines et que peut-on espérer pour 2016 ? Les réponses, en exclusivité, de Thierry Apoteker, du cabinet TAC ECONOMICS.**

### Un environnement global et des performances économiques nettement moins favorables en 2015

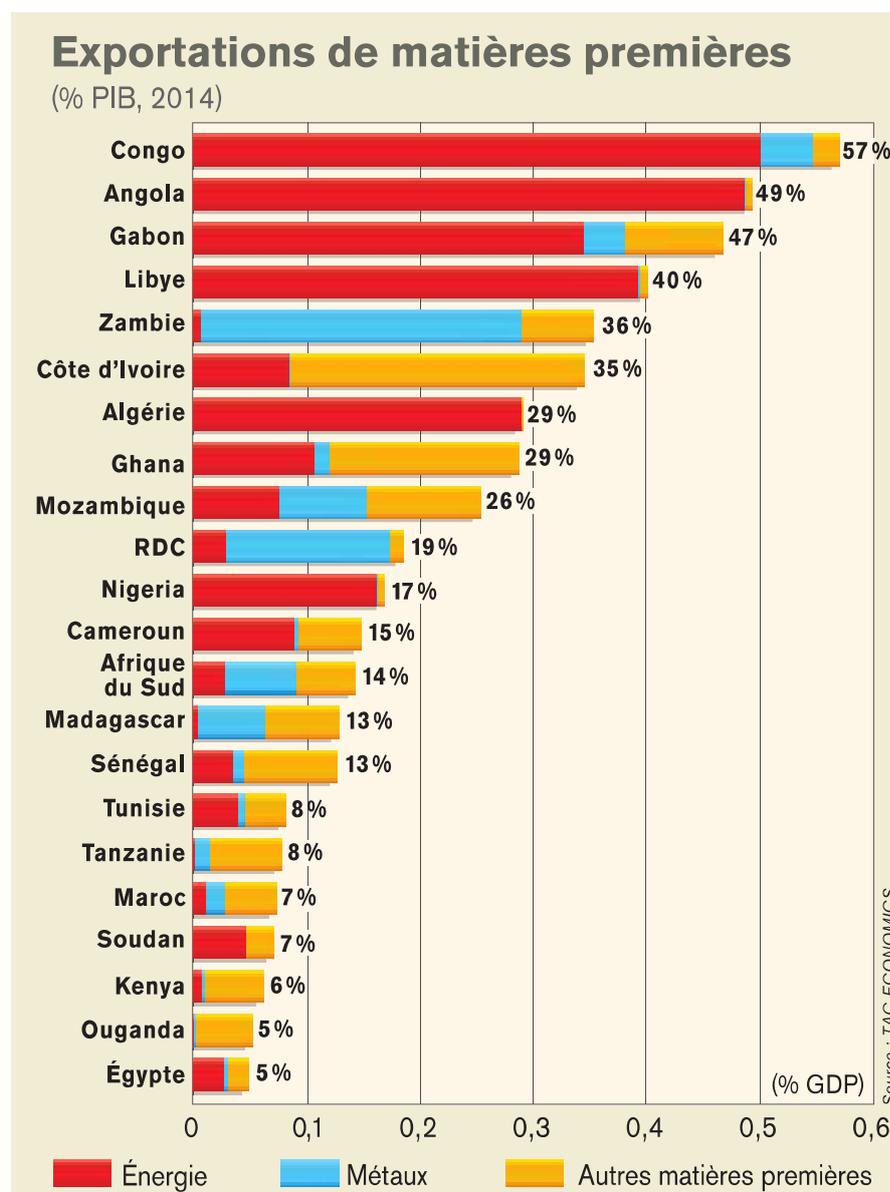
Le rythme de croissance économique du continent africain avait déjà enregistré un net fléchissement après la crise financière globale (le PIB de la région a crû de 4,7 % par an, en moyenne, entre 2009 et 2014, à comparer à 6,2 % entre 2003 et 2008).

Depuis la mi-2014, les « vents contraires » de l'environnement international se sont renforcés, avec notamment la très forte chute des cours du pétrole et de la plupart des matières premières exportées par l'Afrique, l'affaiblissement de la demande et du commerce international, en Europe mais surtout en Chine, et les tensions et la volatilité financières internationales qui ont renchéri le coût des capitaux dont l'Afrique a encore besoin. Combinées à des difficultés domestiques dans plusieurs pays (tensions politiques, pandémie Ebola, problèmes d'infrastructures), ces évolutions internationales ont à nouveau pesé sur le rythme de développement africain, avec une progression moyenne du PIB estimée pour 2015 autour de 3,6 %, contre 3,9 % en 2014.

Simultanément, les déséquilibres, de budget ou de comptes extérieurs, partiellement masqués durant la phase de hausse rapide des cours des matières premières, sont revenus « en force », et plusieurs pays du continent ont connu des difficultés plus aiguës au cours des 18 mois passés, avec le retour du FMI au chevet des anciennes *success stories* qu'étaient le Ghana, la Zambie ou plus récemment le Mozambique.

Pour les entreprises, il est essentiel de lire ces évolutions macroéconomiques et financières de façon adéquate et d'en tirer les conclusions en termes d'approche stratégique ou « tactique » des marchés africains, dans un environne-

Graphique 1



ment qui va sans doute rester durablement moins favorable qu'au cours des 15 années passées !

Trois aspects clés doivent être intégrés :  
1) l'Afrique est très dépendante des matières premières, et le choc sur les cours mondiaux crée mécaniquement

des pressions sur les taux de change, la croissance et les comptes publics ;  
2) le continent reste une zone de croissance élevée dans l'ensemble mondial, et des facteurs de long terme vont continuer à tirer le développement ;  
3) la transmission des chocs extérieurs

agit comme un révélateur des capacités plus ou moins fortes de « résilience » ou au contraire des vulnérabilités des différents pays, et ceci conduit donc à une différenciation croissante à l'intérieur du continent africain.

**Une forte sensibilité aux cours des matières premières, différenciée selon les pays**

Malgré les progrès notés dans la diversification des tissus économiques de la plupart des pays africains au cours des deux dernières décennies, la dépendance aux matières premières est restée très élevée, tant pour les équilibres des comptes commerciaux en devises que pour les revenus budgétaires.

Le graphique 1 illustre le poids que représentent les exportations de matières premières (énergie, métaux, produits agricoles) dans les PIB d'un large échantillon de pays africains : seuls quelques pays affichent des ratios inférieurs à 20 % (Égypte, Maroc, Kenya...) tandis qu'à l'autre extrémité, pour des pays comme l'Angola, la Zambie ou même la Côte d'Ivoire, ce ratio est au-dessus de 30 %.

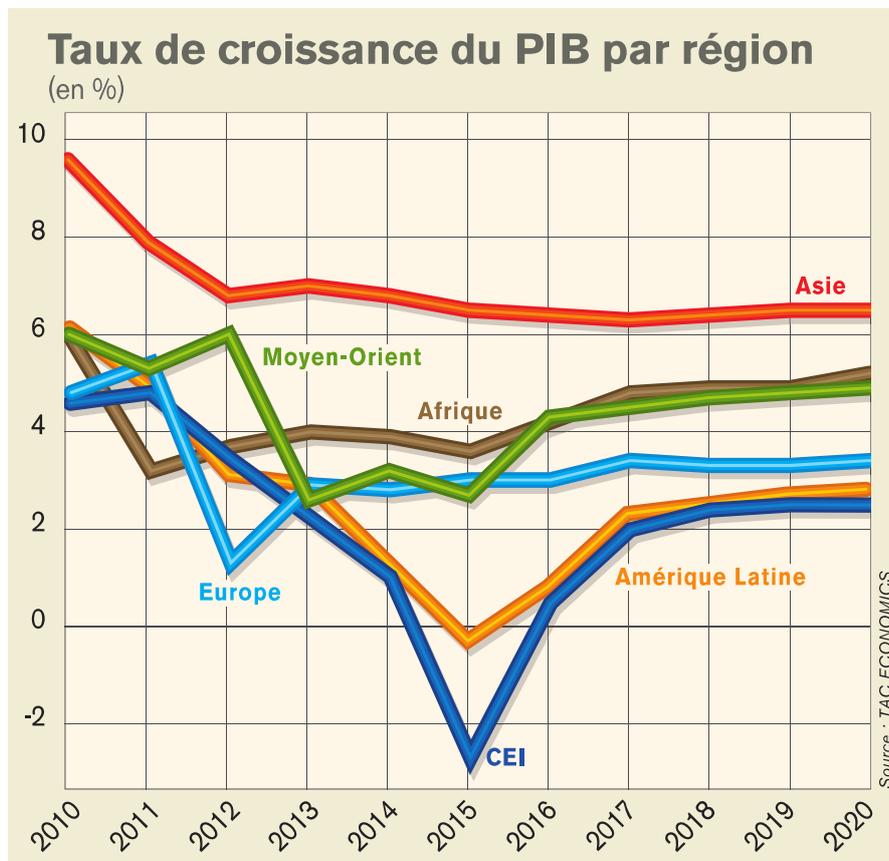
Pour la plupart des pays, il a donc fallu, à partir de la mi-2014 et pendant toute l'année 2015, gérer les conséquences d'une évolution exogène très brutale, avec finalement un nombre limité d'options possibles, chacune avec un coût économique, financier ou social :

- 1) ajuster très rapidement les dépenses publiques et les importations pour limiter la dégradation des comptes ;
- 2) dévaluer la monnaie pour compenser, en monnaie et recettes locales, tout ou partie de la baisse des cours des produits exportés ;
- 3) ou chercher des financements exceptionnels pour permettre de laisser « filer » les déficits et étaler l'ajustement sur une période plus longue.

Dans le premier cas, l'impact est fort et rapide sur la croissance de l'activité intérieure ; dans le second, l'impact est négatif sur l'inflation et donc sur le pouvoir d'achat et *in fine* sur la croissance ; dans la dernière option, les conséquences sont fortes sur les comptes publics, l'endettement et les contraintes financières futures.

Dans la réalité, les pays africains ont le

**Graphique 2**



## Cette relative résilience de l'Afrique tient assez largement aux dynamiques domestiques favorables

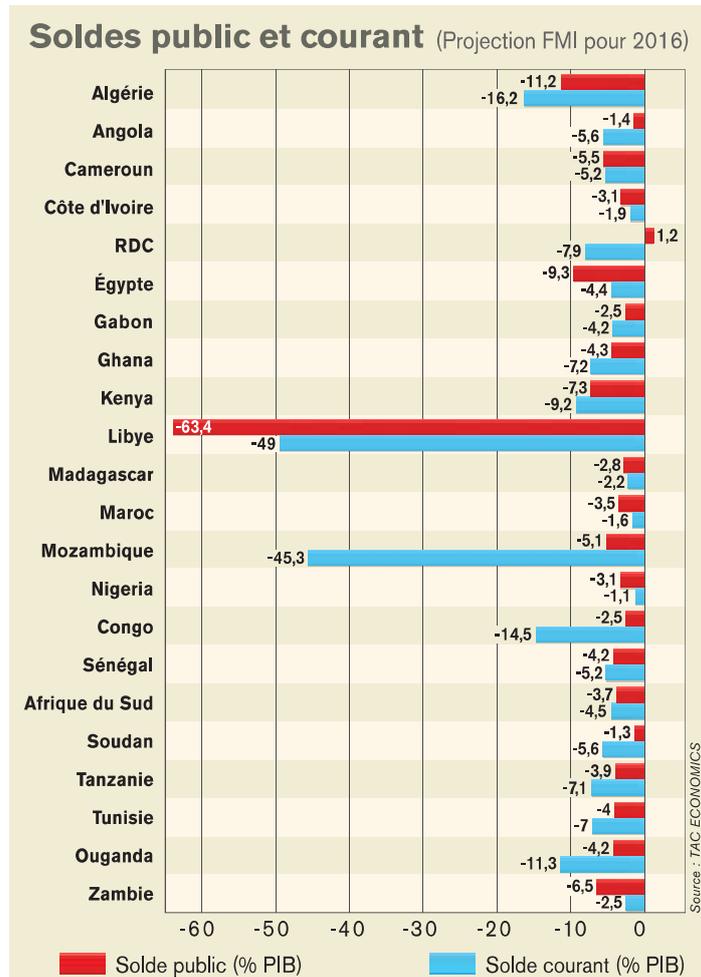
plus souvent mixé ces trois options, avec évidemment pour les pays de la zone Franc, l'ajustement de change permis par la dépréciation de l'euro face au dollar.

**L'Afrique reste une zone de croissance élevée dans un cadre global incertain**

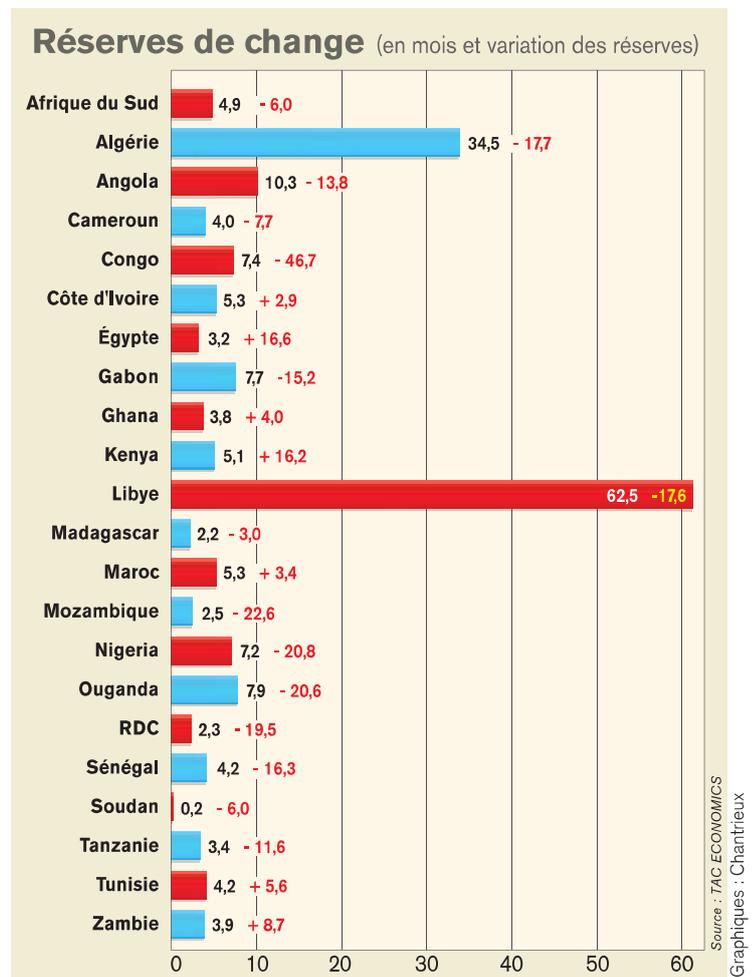
Ces vents contraires qui ont pesé sur la croissance africaine ont naturellement affecté l'ensemble des pays, émergents en particulier : des difficultés chinoises aux récessions brésiliennes et russes, les mauvaises nouvelles de l'économie des pays en développement n'ont pas manqué. Dans ce contexte, la situation africaine reste attractive à bien des égards. La progression annuelle de l'activité de l'ensemble du continent sera restée parmi les plus rapides de la pla-

nète en 2015, et les prévisions faites aujourd'hui, notamment par les organisations internationales, suggèrent qu'il en restera de même pendant le reste de la décennie (voir le **graphique 2**, illustrant les dernières prévisions du FMI). Cette relative résilience de l'Afrique tient assez largement aux dynamiques domestiques favorables et à la poursuite des transformations structurelles du continent. On peut de façon directe ou indirecte lier ce dernier phénomène d'une part à une tendance démographique de longue période favorable, avec la réduction progressive du pourcentage de population « dépendante » (pour l'essentiel, les enfants de moins de 15 ans) par rapport à celle en âge de travailler, associée à l'expansion rapide des classes moyennes comme au processus

Graphique 3



Graphique 4



## Parmi le groupe de pays qui devraient traverser les turbulences sans dommages, la Côte d'Ivoire et le Maroc, deux partenaires clés pour les entreprises françaises

d'urbanisation rapide que connaissent la plupart des pays africains, d'autre part à un processus d'intégration à la fois régionale et dans les échanges mondiaux.

### Maître mot : différenciation entre pays

Dans ce cadre, l'homogénéité relative des succès africains de la dernière décennie est terminée. Les atouts différenciés des pays, leurs capacités d'adaptation et leur flexibilité (financière comme conjoncturelle) ainsi que la qualité de la gouvernance économique vont désormais jouer comme des « différenciateurs » majeurs au sein du continent. Compte tenu des enjeux de court terme

que l'environnement international a fait émerger, les éléments clés de l'analyse de risque portent d'une part sur le degré et l'intensité des déséquilibres des comptes extérieurs et des comptes publics, d'autre part sur la liquidité en devises et la valorisation des taux de change.

Les graphiques 3 et 4 fournissent une « cartographie » simplifiée d'un ensemble large de pays africains au regard de ces deux éléments.

Le premier (graphique 3) croise les performances attendues en 2016 en matière de solde budgétaire (axe vertical) et de solde de la balance des paiements courants (échanges extérieurs de

marchandises, services et revenus, axe horizontal). Les pays les plus « résistants » sont par construction dans la partie « Sud-Ouest » du graphique, les pays les plus vulnérables dans le quadrant « Nord-Est ».

Le second (graphique 4) s'attache au niveau des réserves de change détenues par la banque centrale (mesuré en mois d'importations, sur l'axe vertical, avec une échelle inversée pour garder la même « topographie » que le graphique 3), et à leur variation récente (axe horizontal, en pourcentage sur un an). La lecture se fait de la même façon que pour le graphique 3.

Le graphique 4 permet d'identifier un



cpt Haddock - Fotolia.com

groupe de pays qui devraient traverser les turbulences actuelles sans dommages excessifs, on y trouve notamment la Côte d'Ivoire et le Maroc, deux partenaires clés pour les entreprises françaises. À l'inverse, le Mozambique, et dans une moindre mesure la Tanzanie, apparaissent dans les deux quadrants les plus dangereux : le premier a déjà fait appel au FMI en novembre 2015, le second est à suivre avec beaucoup de vigilance au cours des prochains trimestres.

Moins vulnérables, mais à suivre également, sont les pays proches de ces deux

quadrants négatifs de nos graphiques d'analyse, notamment le Sénégal et le Cameroun. Pour cet ensemble de pays, la combinaison de contraintes suggère des difficultés plus aiguës en matière de croissance de la demande et de l'activité... sachant que la période actuelle peut également être mise à profit pour prendre des places et des marchés parfois à des conditions plus attractives que pendant la période de relative euphorie qui est désormais achevée.

*Thierry Apoteker*  
*Président, TAC ECONOMICS*

Moins vulnérables mais à suivre également, le Sénégal et le Cameroun.



## CommodAfrica

### Une plate-forme d'information agri-agro

Sur l'ensemble des filières, du champs à l'assiette, dans chacun des pays d'Afrique de l'Ouest et à l'export, CommodAfrica livre au lecteur :

- ▶ News
- ▶ Fil d'infos
- ▶ Vidéos
- ▶ Statistiques
- ▶ Interviews
- ▶ Appels d'offres
- ▶ Parole d'experts

- ▶ Offres d'emploi
- ▶ Profils de métiers
- ▶ Analyses & études
- ▶ Prix matières premières
- ▶ Chronique marchés mondiaux
- ▶ Cotations boursières des agro-industries

[www.commodafrica.com](http://www.commodafrica.com)

## Fort impact de la baisse des prix

En 2014, les échanges commerciaux entre la France et l'Afrique sont sur une tendance légèrement baissière, selon les statistiques des douanes françaises (tableaux ci-contre) : recul de 2,28 % des importations en provenance d'Afrique à 26,284 milliards d'euros (Mds EUR), et légère baisse, -0,61 %, des exportations françaises (27,448 milliards d'euros). Toutefois, l'excédent commercial de la France vis-à-vis de l'Afrique s'est amélioré passant de 441M EUR en 2013 à 1,164 Md EUR en 2014.

À l'importation, la baisse des prix des produits pétroliers et de certains minerais (manganèse pour le Gabon, uranium pour le Niger) explique la tendance. Le podium des principaux fournisseurs de l'Hexagone comporte toujours deux grands producteurs d'hydrocarbures, l'Algérie et le Nigeria, suivis du Maroc et de la Tunisie, dont les biens sont diversifiés entre les produits agricoles et industriels. Les importations d'Angola, composées essentiellement d'hydrocarbures, ont progressé de 70 %, compensant les moindres importations de brut de Libye et de Guinée Équatoriale.

À l'exportation depuis la France, les flux sont quasi stationnaires, en recul de 0,61 % par rapport à 2013. L'Algérie demeure, de loin, le premier client de la France sur le continent, représentant plus de 22 % des exportations françaises vers l'Afrique, en hausse de 4,3 %. Le premier poste est constitué par les céréales puis viennent les préparations pharmaceutiques et les véhicules automobiles. Se placent ensuite deux autres pays du Maghreb, le Maroc et la Tunisie.

Les exportations françaises vers l'Afrique du Sud, premier client en Afrique subsaharienne, grimpent de 9 % en 2014. Toutefois, cette progression est essentiellement due à la très forte hausse des exportations aéronautiques (six Airbus A320-200), qui ont été multipliées par deux à 406 M EUR. Hors secteur aéronautique, elles décroissent de 2,8 %.

Enfin, l'Égypte ravit la quatrième place au Nigeria avec une progression des exportations françaises de 17 % en lien avec la reprise de l'activité dans ce pays.

### LES IMPORTATIONS FRANÇAISES EN PROVENANCE D'AFRIQUE LES 20 PREMIERS PAYS AFRICAINS FOURNISSEURS EN 2014 (EN EURO)

	2013	2014	2014/2013 (%)
Afrique du Sud	808 770 925	874 834 431	8,17
Algérie	4 241 671 489	4 390 355 379	3,51
Angola	923 112 520	1 565 768 570	69,62
Congo	424 610 182	201 241 335	- 52,61
Côte d'Ivoire	662 778 984	630 232 200	- 4,91
Cameroun	227 638 079	230 758 094	1,37
Égypte	1 196 796 613	1 035 876 359	- 13,45
Gabon	342 527 536	125 119 514	-63,47
Ghana	859 934 276	761 842 049	- 11,41
Guinée équatoriale	1 141 849 118	748 605 327	-34,44
Libye	3 217 685 948	1 859 839 168	- 42,20
Maroc	3 329 790 367	3 622 834 519	8,80
Madagascar	382 180 396	379 433 138	- 0,72
Maurice	272 717 020	280 112 735	2,71
Namibie	128 812 109	118 684 751	- 7,86
Niger	595 774 643	390 766 474	- 34,41
Nigeria	3 795 827 587	4 115 690 577	8,43
Sénégal	90 278 860	82 123 701	- 9,03
Seychelles	120 427 644	103 938 732	- 13,69
Tunisie	3 744 868 509	4 049 819 193	8,14
<b>Total Afrique</b>	<b>27 174 360 773</b>	<b>26 284 221 537</b>	<b>- 3,28</b>

Source : Douanes françaises

### LES EXPORTATIONS FRANÇAISES EN DIRECTION DE L'AFRIQUE LES 20 PREMIERS PAYS AFRICAINS CLIENTS EN 2014 (EN EURO)

	2013	2014	2014/2013 (%)
Afrique du Sud	1 785 528 746	1 946 791 048	9,03
Algérie	5 901 169 885	6 157 295 481	4,34
Angola	461 101 122	769 684 846	66,92
Burkina Faso	332 036 176	269 209 744	- 18,92
Bénin	269 158 069	263 659 258	- 2,04
Cameroun	707 462 792	654 189 016	- 7,53
Congo	580 535 135	635 892 211	9,54
Côte d'Ivoire	1 024 747 743	1 064 768 648	3,91
Égypte	1 347 627 927	1 577 381 456	17,05
Gabon	728 111 622	679 724 563	-6,65
Libye	801 166 733	261 069 928	- 67,41
Madagascar	296 328 366	290 960 799	- 1,81
Mali	306 655 593	349 534 635	13,98
Maroc	3 856 138 552	3 777 609 639	-2,04
Maurice	334 890 141	332 820 309	- 0,62
Mauritanie	221 033 837	209 821 226	-5,07
Nigeria	1 520 799 816	1 516 041 893	- 0,31
Sénégal	706 037 606	729 083 632	3,26
Togo	397 891 483	730 020 533	83,47
Tunisie	3 702 903 362	3 354 292 397	- 9,41
<b>Total Afrique</b>	<b>27 615 899 859</b>	<b>27 448 353 238</b>	<b>- 0,61</b>

Source : Douanes françaises